



mardi, 25. Octobre 2016

**SOMMAIRE** Cliquez sur les titres pour lire les articles

<b>Marché &amp; Economie.....</b>	<b>2</b>
<i>M. Sellal reçoit le secrétaire d'État espagnol aux Affaires étrangères .....</i>	<i>2</i>
<i>Energies renouvelables : valoriser nos ressources .....</i>	<i>2</i>
<i>Artisanat : Une plate-forme pour l'exportation .....</i>	<i>3</i>
<i>M. Ould Ali à El-Oued : L'importance de l'investissement privé .....</i>	<i>3</i>
<i>Forum économique américain centré sur les pays du Maghreb et l'Algérie en décembre.....</i>	<i>4</i>
<i>Déficit commercial de plus de 15 milliards de dollars sur les 9 premiers mois.....</i>	<i>5</i>
<b>Commerce .....</b>	<b>5</b>
<i>Le premier véhicule utilitaire sortira de l'usine algéro-turque en février 2017 .....</i>	<i>5</i>
<i>L'ECMA s'engage dans une joint-venture avec des Italiens.....</i>	<i>5</i>
<b>Transactions &amp; Contrats.....</b>	<b>6</b>
<i>Al Salam Bank lance le e-paiement.....</i>	<i>6</i>
<b>Régions.....</b>	<b>7</b>
<i>Ain-Temouchent: Les céréaliers appelés à utiliser l'irrigation d'appoint .....</i>	<i>7</i>
<i>Ténès: L'activité du port en baisse .....</i>	<i>7</i>



**CCI ALGÉRO-FRANÇAISE**

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية-الفرنسية

Siège social : 38 rue Abou Noues Hydra, Alger

Accueil & Bureaux : Villa Malgaïve

01 rue du professeur Vincent Telemly, Alger

Tél: +213 (0) 23 507 019

Fax: +213 (0) 23 507 032

[cciaf@cciaf.org](mailto:cciaf@cciaf.org)

[www.cciaf.org](http://www.cciaf.org)

**NOS EVENEMENTS SUR**

**[WWW.CCIAF.ORG](http://WWW.CCIAF.ORG)**

### M. Sellal reçoit le secrétaire d'État espagnol aux Affaires étrangères

**Source : Moudjahid**

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a reçu le secrétaire d'État espagnol aux Affaires étrangères, Ignacio Ybanez, indique un communiqué des services du Premier ministre.

Les deux parties ont procédé, lors de cette audience, à «l'évaluation de l'ensemble des relations bilatérales, dans le sillage de la 6e Réunion de haut niveau algéro-espagnole, tenue le 21 juillet 2016 à Madrid, en application du Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération signé entre les deux pays, le 8 octobre 2002 à Madrid», précise-t-on de même source. Au cours de l'entrevue, «il a été affirmé la volonté de consolider les relations économiques, notamment dans les secteurs des infrastructures, des énergies renouvelables et du tourisme», ajoute le communiqué. Par ailleurs, la rencontre «a permis d'aborder les questions régionales et internationales d'intérêt commun». L'audience s'est déroulée en présence du ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des États arabes, Abdelkader Messahel.

#### **M. Messahel : Approfondissement du dialogue**

Le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des États arabes, Abdelkader Messahel, a reçu, à Alger, le secrétaire d'État espagnol aux Affaires étrangères, Ignacio Ybanez.

La rencontre s'est déroulée au siège du ministère des Affaires étrangères.

Le responsable espagnol est en visite de travail de deux jours en Algérie, à l'invitation de M. Messahel, dans le cadre des consultations politiques régulières existant entre les deux pays.

Elle permettra, outre la poursuite et l'approfondissement du dialogue politique entre l'Algérie et l'Espagne, de procéder à une évaluation globale de l'ensemble des relations bilatérales.

Les entretiens donneront lieu, également, à un échange de vues sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun, notamment la situation en Libye, au Mali, la question du Sahara occidental, la situation au Proche-Orient, la lutte contre le terrorisme et la question de la migration.

### Energies renouvelables : valoriser nos ressources

**Source : El Moudjahid**

«D'ici la fin de l'année, l'Algérie comptera une capacité de 343 MW répartis à travers 14 wilayas. Actuellement, 16 centrales d'une capacité de 195 W sont déjà fonctionnelles et injectent de l'énergie d'origine renouvelable dans le réseau, six autres le seront dans les prochaines semaines», a révélé le ministre de l'Énergie, Noureddine Boutarfa, dans son allocution, à l'occasion de l'inauguration de la septième édition du Salon des énergies renouvelables et propres, et du développement durable ERA, et ce en présence du ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelkader Ouali.

M. Boutarfa, a souligné, par ailleurs, que ces capacités réalisées grâce à ce nouveau programme ont permis à son département «d'identifier les contraintes et les

défis qui pourraient se dresser devant le développement des énergies renouvelables à grande échelle, rappelant la mise en place par le gouvernement d'un Fonds national pour la maîtrise de l'énergie, les énergies renouvelables et la cogénération alimenté annuellement à hauteur de 1% de la redevance pétrolière». Mettant en exergue l'importance de cet événement, le ministre a rappelé qu'il se tient dans une conjoncture marquée par une forte mobilisation à l'échelle nationale et mondiale, à la fois, en faveur de la promotion des énergies renouvelables propres et du développement durable auxquels tout le monde aspire. «Ce Salon revêt un intérêt certain pour le secteur de l'Énergie, mais aussi pour toute l'économie nationale» a-t-il dit. Evoquant la relation directe entre le développement des énergies renouvelables et la préservation de l'environnement, M. Abdelkader Ouali a indiqué que le gouvernement fait du renouvellement des énergies, l'un des chantiers de base pour la transition économique, avant de souligner l'intérêt qu'accorde l'Etat à la préservation de l'environnement, «il est important de rappeler ici que l'Algérie est l'un des rares pays au monde ayant constitutionnalisé la préservation de l'environnement et des ressources en eau» dira le ministre.

100.000 hectares de superficies agricoles peuvent d'être irrigués par les eaux usées traitées

Le premier responsable du secteur de l'environnement a évoqué, en outre, la nécessité de promouvoir l'industrie du recyclage devant profiter à tous les secteurs d'activité, notamment celui des déchets ménagers et des eaux usées, expliquant que pas moins de 100.000 hectares de superficies agricoles peuvent d'être irrigués par les eaux usées traitées et recyclées. Le ministre a, par ailleurs, insisté sur l'importance de la promotion de la culture de l'environnement dans le

quotidien du citoyen, notamment l'enfant scolarisé, précisant que conformément aux directives du Président de la République et du Premier ministre, une réflexion est engagée actuellement afin que cette culture passe progressivement de l'action de sensibilisation à l'enseignement au niveau des établissements éducatifs. «L'acte de préservation de l'environnement relève, avant tout, du civisme » a-t-il dit. Concernant le programme national de développement des énergies renouvelables, il a réaffirmé « la détermination du gouvernement à faire des vingt prochaines années, l'ère du déploiement des énergies durables pour le pays». Ce plan national, rappelle-t-il, prévoit une production de 47 à 51 TWH à l'horizon 2030, dont plus de 9 TWH ,soit une capacité totalisant 4500 MW, devraient être installés d'ici 2020. Dans le même registre, il a indiqué que la stratégie de mise en œuvre de ce programme repose sur deux composantes, l'une énergétique et l'autre industrielle. Cela, explique t-il, «vise d'une part, à contribuer à la préservation de nos réserves fossiles non renouvelables et, plus globalement, à protéger l'environnement et d'autre part, à l'émergence d'une industrie nationale du renouvelable qui favorisera la transition énergétique et une économie durable»

L'industrie nationale fortement représentée

Cette septième édition a ouvert, ses portes, hier, en présence de deux ministres des secteurs directement concernés par la thématique de cet événement, à savoir l'Environnement et l'Energie. Cette année, les entreprises nationales sont fortement représentées, notamment à travers les deux leaders du secteur de l'énergie , Sonatrach et Sonelgaz, avec 10 filiales chacune ainsi que 12 organismes relevant du ministère des Ressources en eau et de l'Environnement. L'industrie nationale participe, aussi, en force , parmi les

exposants, le Groupe Condor, le Groupe Kherbouche, Mekenergie, ACG, ENIE. Le domaine de la recherche scientifique est, quant à lui, représenté par CRTSE, CDER, l'université Mohamed Boudiaf, l'USTO. L'on note, également, la participation des jeunes entrepreneurs à travers 6 micro-entreprises créées dans le cadre du dispositif de l'ANSEJ. Pour ce qui est de la partie étrangère, l'on note la présence de 5 entreprises chinoises, 7 entreprises et opérateurs français, 2 entreprises allemandes, une entreprise maltaise, une entreprise néerlandaise et une entreprise polonaise. Les organisateurs du salon misent, cette année, sur 6.000 visiteurs durant les trois jours de l'évènement. Outre les deux ministres et les autorités locales, les deux PDG de Sontarach et Sonelgaz ont assisté à la cérémonie d'inauguration de l'ERA 2016.

### Artisanat : Une plate-forme pour l'exportation

**Source : El Moudjahid**

La ministre déléguée chargée de l'Artisanat, Aïcha Tagabou a indiqué, à Alger, que son département préparait une plate-forme pour exporter les produits algériens de l'artisanat à l'étranger.

A l'ouverture des travaux d'un colloque de formation au profit des artisans membres de l'assemblée générale de la Chambre nationale de l'artisanat et des métiers (CNAM), Mme Tagabou a indiqué qu'une centaine d'artisans prendront part à la manifestation Global village Dubaï (village mondial) et au festival Cheikh Zayed à Abu Dhabi, étant deux marchés internationaux prometteurs, soulignant son souci d'honorer l'Algérie dans ces deux manifestations et de conclure des marchés. Elle a rappelé que le prix national des activités de l'artisanat sera organisé. Mme Tagabou a indiqué

avoir donné des orientations aux responsables concernés au niveau des wilayas pour assurer des espaces permanents pour l'exposition et la vente des produits artisanaux et lancer un projet de coopération et de partenariat entre les artisans du Sud, des Hauts plateaux et des régions éloignées en matière de commercialisation et de formation.

### M. Ould Ali à El-Oued : L'importance de l'investissement privé

**Source : El Moudjahid**

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, El-Hadi Ould Ali, a mis en valeur, hier à El-Oued, l'importance de l'investissement privé dans la promotion des structures du secteur. «Les investisseurs privés sont invités à contribuer au développement de la chaîne des structures de la jeunesse et des sports, en vue de contribuer à la promotion et la dynamisation du secteur», a affirmé M. Ould Ali, lors de l'inspection de structures du secteur, dans le cadre de sa visite d'une journée dans la wilaya d'El-Oued. Le ministre a, à ce titre, indiqué qu'un décret vient d'être promulgué par le gouvernement définissant et réglementant les procédures et dispositions d'investissement en matière de réalisation des installations de la jeunesse et des sports, pour «contribuer à la consolidation et la promotion des activités juvéniles et sportives à travers le pays». M. Ould Ali a, en outre, appelé les promoteurs concernés à coordonner avec les Assemblées élues locales, APC et APW, et les autorités locales, pour mettre en forme les opérations projetées dans le secteur de la jeunesse et des sports. Présidant une rencontre à l'office du complexe omnisports d'El-Oued, en présence des présidents des clubs sportifs, le ministre a fait part d'un projet de convention avec la Fédération algérienne de football (FAF) portant

subventionnement des clubs amateurs de la discipline, ajoutant que «des efforts sont déployés pour la validation, par le ministère de tutelle, d'un programme visant à soutenir ces clubs». Le ministre, qui s'est rendu dans la daïra de Guemmar où il a inspecté une piscine semi-olympique, a mis l'accent sur la nécessaire prise en charge de la discipline de natation, avant d'appeler à l'ouverture d'une annexe du Centre national de médecine sportive. Un exposé succinct sur les activités de la piscine, la situation des structures juvéniles et sportives existantes dans la wilaya d'El-Oued, ainsi que les projets en cours de réalisation, a été présenté à la délégation ministérielle. Poursuivant sa tournée dans la wilaya, le ministre a inauguré, dans la commune de Hassani-Abdelkrim, une salle omnisports de 1.000 places, avant de s'enquérir du chantier d'une structure similaire, d'une capacité de 3.000 places, retenue dans la commune du chef-lieu de la wilaya pour un financement de 600 millions DA au titre du programme de soutien à la croissance économique. M. El-Hadi Ould Ali a relevé que la wilaya d'El-Oued a bénéficié d'une enveloppe de 5 milliards DA pour la concrétisation de 60 opérations de développement pour le secteur, dont 38 opérations ont été réceptionnées. La visite du ministre dans la wilaya d'El-Oued s'est poursuivie dans la commune d'El-Bayadha, au sud du chef-lieu de wilaya, par l'inspection des chantiers d'une piscine semi-olympique et d'un complexe sportif de proximité, avant de se rendre dans la commune d'Oued El-Allenda, pour s'enquérir des projets d'un terrain d'athlétisme et d'une auberge de jeunes. Le ministre de la Jeunesse et des Sports a, au terme de sa tournée de travail, visité des expositions sur les activités du mouvement associatif, organisées à l'Office des établissements de jeunes (ODEJ) d'El-Oued, avant d'inaugurer une salle polyvalente dans la commune de Kouinine.

## Forum économique américain centré sur les pays du Maghreb et l'Algérie en décembre

### Source : APS

Le Think Tank américain Center for Transatlantic Relations organisera les 5 et 6 décembre prochain à Washington un forum sur la promotion des relations économiques entre les Etats Unis et les pays de la méditerranée, qui sera particulièrement centré sur les pays du Maghreb.

La rencontre qui sera tenue juste après les présidentielles américaines constituera une opportunité pour "souligner l'importance de la région méditerranéenne, dont les pays doivent exiger à l'avenir plus d'attention de la nouvelle administration américaine", a déclaré à l'APS Sacha Toperich maître de recherches dans ce centre d'études basé à l'université John Hopkins à Washington.

Le forum qui sera organisé en partenariat avec la chambre de commerce américaine verra la participation de tous les pays du Maghreb, de la Turquie, des Balkans, de plusieurs organismes diplomatiques et gouvernementaux et de la communauté d'affaires américaine, a indiqué Sacha Toperich, également directeur de l'initiative du bassin méditerranéen au Center for Transatlantic Relations.

Elle constituera également l'occasion de réaffirmer "le rôle de l'Algérie comme nation leader en Afrique du Nord", a ajouté cet universitaire, auteur de plusieurs contributions publiées sur l'Algérie.

M. Toperich a soutenu qu'il était important de faire connaître le potentiel économique de l'Algérie aux

Etats-Unis en multipliant les actions de communication à l'adresse des organismes gouvernementaux et de la communauté d'affaire américaine.

L'universitaire a reconnu l'énorme travail à mener en matière de communication pour mieux faire connaître l'Algérie.

"L'Algérie, jeune Nation, qui a souffert des affres de l'occupation et de la décennie noire a la chance maintenant de créer un avenir stable et prospère", a déclaré M. Toperich qui avait déjà appuyé dans plusieurs écrits parus dans la presse américaine la réforme constitutionnelle mise en œuvre par l'Algérie.

Le Centre américain pour les relations transatlantique, classé à Washington comme premier Think Tank affilié à une université, pourrait contribuer à cet effort de communication, a-t-il dit.

Ce pôle de réflexion relevant de la prestigieuse université John Hopkins rassemble des leaders et des personnalités de par le monde et apporte des réponses sur différents sujets économiques et politiques internationaux, a-t-il tenu à relever.

Il est attendu, par ailleurs, la participation du Président du Forum algérien des chefs d'entreprises (FCE), qui contribue à la promotion des relations de partenariat entre l'Algérie et les Etats-Unis, a fait savoir M. Toperich.

Pour rappel, le Think Tank américain avait déjà organisé en mai dernier un débat dédié exclusivement aux défis et opportunités de l'Algérie ainsi qu'à son rôle sécuritaire dans la région.

## Déficit commercial de plus de 15 milliards de dollars sur les 9 premiers mois

Source : APS

Le déficit commercial de l'Algérie a atteint 15,04 milliards de dollars (mds usd) sur les neuf premiers mois de 2016, contre un déficit de 12,53 mds usd à la même période de 2015, soit un creusement de déficit de 2,51 mds usd (-20,03%) entre les deux périodes, a appris lundi l'APS auprès des Douanes.

Les exportations ont reculé à 20,04 mds usd contre 26,93 mds usd sur la même période de 2015, soit une baisse de près de 6,9 mds usd (-25,57%), précise le Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes (Cnis).

Pour les importations, elles se sont également réduites mais à un moindre rythme par rapport à celui des exportations en s'établissant à 35,08 mds usd contre 39,46 mds usd, soit une baisse de près de 4,4 mds usd (-11,1%).

Les exportations ont assuré la couverture des importations à hauteur de 57% durant les 9 premiers mois de 2016 contre 68% à la même période de 2015.

Les exportations des hydrocarbures, qui ont représenté 93,73% du total des exportations, ont été évaluées à 18,789 mds usd contre 25,489 mds usd à la même période de 2015, en baisse de 6,7 mds usd (-26,3%).

Quant aux exportations hors hydrocarbures, elles demeurent toujours faibles (6,27% du volume global des exportations) et ont également reculé pour se chiffrer à 1,25 milliard usd contre 1,44 milliard usd (-13,31%) entre les deux périodes de comparaison.

Pour ce qui est des importations, tous les groupes de produits ont connu une baisse entre début janvier et fin septembre de l'année en cours.

Sur les 35,08 mds usd d'importations enregistrées, un montant de 20,57 mds usd a été payé par cash (58,65% des importations), soit un recul de 12% des règlements par cash par rapport à la même période de 2015.

Les lignes de crédit ont financé les importations à hauteur de 37,54% pour un montant de 13,17 mds usd (baisse de 11,76%), tandis que les comptes en devises propres ont financé à hauteur de 3 millions usd contre 18 millions usd (baisse de 83,33%).

Le reste des importations a été financé par le recours à d'autres moyens de paiements à hauteur de 1,33 md usd (en hausse de 17,65%).

### **L'Italie et la Chine préservent leur statut de premiers partenaires**

Les cinq premiers clients de l'Algérie, au cours des neuf premiers mois 2016, sont l'Italie avec 3,8 mds usd (19,07% des exportations globales algériennes durant cette période), suivie de l'Espagne avec 2,71 mds usd (13,5%), de la France avec 2,24 mds usd (11,21%), des Etats-Unis avec 1,6 mds usd (8,22%) et du Canada avec 1,06 mds usd (5,31%).

Quant aux principaux fournisseurs de l'Algérie, la Chine est restée en tête avec 6,19 mds usd (17,64% des importations globales algériennes entre janvier et septembre), suivie de la France avec 3,66 mds usd (10,45%), de l'Italie avec 3,66 mds usd (10,44%), de l'Espagne avec 2,72 mds usd (7,76%) et de l'Allemagne avec 2,15 mds usd (6,13%).

## **COMMERCE**

### Le premier véhicule utilitaire sortira de l'usine algéro-turque en février 2017

Source : Liberté

Le premier véhicule utilitaire sortira de l'usine algéro-turque, implantée dans la zone industrielle de Tamzoura, à une cinquantaine de kilomètres au sud-ouest du chef-lieu de la wilaya d'Aïn Témouchent, à la mi-février 2017. L'information est fournie par le chef du projet de montage des voitures. Le coût global de cet investissement, qui s'étend sur une superficie de 34 hectares, est estimé à 8,243 milliards de dinars dont 4,5 sont alloués à l'unité de montage. "Nous allons produire 120 000 véhicules au bout de trois ans. Nous avons un planning prévisionnel de 7 mois de réalisation alors que la production sera lancée dès le mois de février de l'année 2017", rapporte notre interlocutrice, qui précise que le taux d'intégration atteindra 40% au bout de la cinquième année, conformément au cahier des charges. Ce projet créera 450 postes d'emploi au bout du quinquennat. La main-d'œuvre locale sera formée in situ. Selon la même responsable, à partir de la troisième année, les véhicules produits localement seraient exportés vers certains pays africains.

### L'ECMA s'engage dans une joint-venture avec des Italiens

Source : Liberté

L'ECMA est une entreprise spécialisée dans la conception, la fabrication et la vente de bennes à béton totalement adaptées aux besoins spécifiques des utilisateurs du secteur du bâtiment (BTP).

Depuis quelques mois, cette PME de 20 salariés, sise à Iryahen sur la route de l'aéroport de Béjaïa, s'est engagée sur la voie d'une joint-venture avec une entreprise italienne d'envergure internationale. Les Italiens, qui sont déjà présents en Algérie, espèrent, avec cette solution sur mesure, s'implanter dans un projet à long terme. D'où l'importance de ce partenariat avec cette PME locale qui a fait ses preuves.

L'entreprise s'est lancée tout récemment dans la fabrication de silos de centrales à béton de 80 à 120 tonnes pour satisfaire un besoin réel dans le secteur des travaux publics, qui est devenu crucial à la suite de la chute des prix du pétrole, dira le patron de cette PME, Abassi Smaïl en l'occurrence. Il est technicien supérieur en soudure et charpente métallique anciennement chef d'atelier et contremaître à l'Unité grues de l'ENMPTP Béjaïa.

Il explique que la nouvelle situation induite par la baisse des revenus pétroliers contraint même les entreprises à favoriser la fabrication locale lorsqu'elle existe en charpente métallique notamment. Le recours à l'importation étant limité aux composants et parties électriques et électroniques indisponibles au niveau national.

Son entreprise emploie un effectif de 20 agents et réalise annuellement un chiffre d'affaires de 30 000 000 (3 milliards de centimes) essentiellement avec les entreprises nationales et privées activant dans le secteur du BTP.

Elle fabrique annuellement à la commande une batterie de bennes à béton de différents gabarits de 100 litres jusqu'à 2 000 litres. Et pour réduire à zéro les stocks de matière première et de produits finis, l'entreprise

travaille à flux tendu. Il s'agit de réduire les coûts et de minimiser/optimiser les délais.

Il faut dire que l'entreprise est implantée actuellement sur une superficie de 1 500 m<sup>2</sup>, qui restent très insuffisants pour les besoins de manutention, de stockage et surtout pour les perspectives de développement avérées avec ces grands groupes italiens avec lesquels l'entreprise est en pourparlers avancés pour la création éventuelle de joint-ventures pour un transfert réel de technologie. L'entreprise, qui est à l'étroit, dispose de 4 ateliers : peinture, préparation oxycoupage, assemblage soudure et un atelier de rénovation de grues. Elle possède actuellement un équipement financé dans le cadre de l'investissement, cofinancé à 60% par la banque et à 40% sur fonds propres : c'est le cas de la rouleuse à 4 rouleaux pour les cônes, de la machine plasma pour oxycoupage au plasma, de la cintreuse pour UPN cornières tubes et ronds.

Le souhait du patron de cette PME qui intéresse les Italiens, c'est de bénéficier d'un terrain dans le cadre du Calpiref dans la zone industrielle d'El-Kseur. Son entreprise possède un savoir-faire technologique dans le secteur de la charpente et de la construction métallique reconnu et confirmé avec de grandes entreprises publiques, spécialisées dans les travaux publics et les grands ouvrages d'art à l'instar de Cosider et Engeoa. C'est dire les potentialités de cette PME.

## **TRANSACTIONS & CONTRATS**

### **[Al Salam Bank lance le e-paiement](#)**

**Source : El Watan**

Après s'être spécialisée, depuis sa création en 2008, dans le financement des entreprises avec un

portefeuille de 2500 clients, la banque islamique Al Salam Bank Algeria élargit ses offres aux particuliers.

La nouveauté, pour cette banque qui compte 22 actionnaires (capitaux en provenance de plusieurs pays du Moyen-Orient) gérée par Nasser Haider, est le lancement du paiement en ligne. Le 18 octobre, Al Salam a obtenu l'autorisation de la Banque d'Algérie (BA) pour le lancement du service e-paiement intitulé «e-Amina». Un produit dédié aux clients de la banque détenteurs d'une carte de paiement interbancaire (CIB) Amina.

Cette offre répond, selon Nasser Haider, qui a animé hier une conférence de presse aux attentes de ses clients (4000 comptes particuliers) et contribue à promouvoir le e-paiement en Algérie. Pour assurer ce service, l'établissement financier a conclu des accords notamment avec les trois opérateurs de téléphonie mobile, Tassili Airlines, Air Algérie et Seaal en attendant l'élargissement à d'autres entreprises.

Au programme de la banque, l'on compte aussi l'offre Al Salam Taysir pour pouvoir acquérir un bien produit en Algérie. Ainsi, 196 dossiers ont été étudiés à la faveur du retour du crédit à la consommation. Il est par ailleurs prévu pour les clients Retail, la relance du crédit immobilier via Dar Al Salam avec des modes de financement variés.

En matière d'épargne, la banque de fructifier l'argent de ses clients corporate à travers la formule Al Moudharaba à travers laquelle des rémunérations trimestrielles sont distribuées pour les dépôts utilisés à des fins d'investissement. La même possibilité est accordée aux détenteurs du livret d'épargne Oumniyati,

dont la rémunération a atteint un taux moyen de 23,98% au troisième trimestre 2016.

Parallèlement, si le total des dépôts a évolué de 39% entre septembre 2015 et septembre 2016, le financement des entreprises a pratiquement stagné avec une hausse ne dépassant les 2%. Au 30 septembre dernier, le montant a atteint 9 milliards de dinars. Un résultat que M. Haider explique par la conjoncture économique actuelle. «Nous essayons de placer les fonds de manière prudente. Nous avons une politique sélective», note-t-il, relevant la nécessité d'étoffer le réseau d'agences pour passer de sept (avec celle de Constantine en phase d'ouverture) actuellement à 14 fin 2017.

La banque, qui a reçu trois cas dans le cadre de la «mise en conformité fiscale volontaire», travaille actuellement sur des propositions à soumettre au ministère des Finances (à la demande de ce dernier) comme alternative à l'emprunt obligataire (à l'image des titres d'investissement). «Je crois que les pouvoirs publics étudient sérieusement le lancement des soukous», précise M. Haider. ☒

## **REGIONS**

### **Aïn-Temouchent: Les céréaliers appelés à utiliser l'irrigation d'appoint**

**Source : Le Quotidien d'Oran**

L'agriculture irriguée est inlassablement l'élément moteur d'une grande partie de la hausse de la production céréalière ces dernières années. Lancée dans le cadre du programme de développement de la céréaliculture, la pratique de l'irrigation d'appoint pour l'amélioration des rendements et l'utilisation rationnelle des ressources hydriques est plus que jamais

recommandée aux fellahs de la wilaya d'Aïn-Temouchent. Les céréaliculteurs ont été instruits à l'effet d'utiliser l'irrigation d'appoint pour faire face au manque d'eau lié à la sécheresse. Les rendements les plus élevés obtenus par l'irrigation sont nettement supérieurs à ceux obtenus dans l'agriculture pluviale, encore plus à apport d'intrants.

Les services agricoles de la wilaya d'Aïn-Temouchent, quant à eux, insistent sur le nécessaire recours de la filière céréales à l'irrigation d'appoint par pivot pour réduire les marges de fluctuation de la production. Tenant compte d'un assolement biennal (céréales/jachère), une étude a dégagé, pour l'an 2019, une superficie ciblant 2000 hectares à irriguer par le système économiseur d'eau. Ce projet sera réalisable à partir des eaux superficielles (barrages, retenues collinaires...) et souterraines. Les responsables de la DSA encouragent aussi les agriculteurs à exploiter les ressources en eau disponibles pour l'irrigation des céréales avec le recours au programme de soutien de l'État dans ce domaine. Cette technique est vue comme une solution palliative à la faible pluviométrie.

D'autre part, on met l'accent sur la nécessité de respecter le schéma technique de la culture des céréales, qui comprend l'acquisition de semences traitées et d'intrants, le labour profond, la fertilisation du sol, le désherbage, l'encadrement technique et autres procédés qui permettent d'accroître le rendement et d'améliorer la qualité. A ce jour, ils seraient une centaine de fellahs à avoir déposé aux 02 coopératives de céréales et de légumes secs (CCLS) de la wilaya (Aïn-Temouchent et Hammam-Bouhadjar) des demandes pour l'acquisition d'équipements d'irrigation dont bon nombre sont déjà mis en exploitation.

Rappelons que la campagne labours-semelles 2016-2017 a été lancée le 07 octobre dernier à partir de l'institut technique moyen agricole spécialisé (ITMAS) d'Aïn-Temouchent, par le wali Hamou Ahmed Touhami. L'événement qui a coïncidé avec la 23ème Journée nationale de vulgarisation agricole, a vu aussi la BADR décider de différer d'une année le remboursement des dettes contractées dans le cadre du crédit RFIG par des fellahs notamment ceux des régions de M'lata et Hammam-Bouhadjar, afin de leur permettre d'acquérir semences et autres intrants. Ces mesures ont touché des agriculteurs dont les cultures ont été frappées par la sécheresse.

### **Ténès: L'activité du port en baisse**

**Source : Le Quotidien d'Oran**

Selon un bilan établi par l'EPT (Entreprise portuaire de Ténès) concernant le trafic du troisième trimestre de l'année en cours, celui-ci a régressé de -17,88% par rapport à la même période de l'année 2015. Selon la direction du port, cette régression s'est traduite par le traitement de près de 264.446 tonnes de marchandises importées contre 322.008 t en 2015. Il faut dire que la conjoncture économique actuelle influe négativement sur le trafic global du port. En effet, si les produits métallurgiques, notamment le rond à béton, représentaient, auparavant une part non négligeable des marchandises débarquées au port de Ténès, ces derniers ont connu une baisse drastique : de 231.314 t au 3ème trimestre 2015 à 180.564 tonnes à la même période cette année. Cette baisse résulte principalement du recul des importations depuis la mise en place des licences et contingents d'importation.

La même tendance de baisse a été enregistrée pour la période précitée (3ème trimestre 2016) où les produits agricoles et denrées alimentaires sont passés de 40.154

t à 23.602 t (soit 41.22%) les produits pétroliers de 25.506 t à 14.095t (soit 44.71%), les engrais et produits chimiques de 8531 t à 1527 (soit 82.10%) et enfin les marchandises diverses de 5.681 t à 3.813 t (-32.89%).

A noter que seuls les matériaux de construction (ciment et argile kaolin/feldspath, ce dernier étant destiné à l'usine de céramique de Sidi Akkacha) ont connu une progression puisque le volume importé est de 40.846 contre 10.821 t au 3ème trimestre 2015.

S'agissant de la qualité du service, le port de Ténès demeure toujours aussi performant. L'attente moyenne en rade est passée de 2,51 jours au 3ème trimestre 2015 à 2,14 jours au 3ème trimestre de l'année en cours, soit 0,37 jours de moins. Une performance qui n'échappe pas aux opérateurs économiques, d'autant que le séjour moyen à quai s'est stabilisé avec une légère hausse, 3,27 jours. En ce qui concerne le nombre de navires enregistrés à l'entrée, on note une diminution de l'ordre de -22%, soit 17 navires de moins par rapport à la même période de l'année 2015.

Le bilan conclut que le port de Ténès a connu durant le troisième trimestre de l'année 2016 une régression (-17,88%) du niveau de trafic par rapport à la même période de l'exercice 2015. La structure du trafic reste inchangée avec une prédominance des produits métallurgiques qui détiennent plus de 68% du trafic global et demeurent le segment dominant de l'activité portuaire. Mais cette catégorie de marchandises, notamment le rond à béton fait l'objet de restriction en termes de volumes d'importation.

A ce titre, le port de Ténès s'est engagé dans une démarche à l'effet de diversifier son activité pour drainer d'autres types de marchandises, et donc attirer

d'autres clientèles qui activent dans l'importation et l'exportation des marchandises diverses.

Selon le nouveau PDG du port, M. Kouider Grabsia, «le port de Ténès maintiendra sa dynamique de développement engagée depuis quelques années malgré une baisse en tonnage de l'ensemble des produits à l'exception du ciment. Cette baisse est, selon le PDG, due à des facteurs exogènes ayant trait notamment à la nouvelle politique en matière de commerce extérieur.

Sur le plan des chiffres M. Grabsia précise que la baisse est certes palpable mais n'entame en rien la dynamique de développement et la stratégie mise en place par l'entreprise. Soucieuse d'élargir sa gamme de services et d'améliorer ses prestations, l'EPT ambitionne de développer le trafic par conteneurs. Toutefois, l'acquisition d'équipements adaptés tels que les RTG (portiques), les stackers, les spreaders et d'autres moyens de levage et de transport spécifiques ainsi qu'un scanner sont nécessaires pour introduire ce genre d'activité au port.